



**Rapport du Commissaire Aux Comptes  
Sur les comptes Annuels**

**Exercice clos au 31/12/2023**

CPEAGL  
25 Avenue George Pompidou  
30900 NIMES  
RCS Nîmes : 775 915 309

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31/12/2023

A l'assemblée,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.P.E.A.G.L. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

***Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association C.P.E.A.G.L. à la fin de cet exercice.***

## Fondement de l'opinion

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé plus particulièrement à l'analyse et la mise à jour le contrôle interne qui concourent à la formalisation de l'enregistrement comptable des achats, de la trésorerie et des fonds reçus au titre des financements des tiers financeurs. Nous estimons que les résultats de ces diligences sont concluants sur la capacité de la société à produire des comptes conformes aux dispositions réglementaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association C.P.E.A.G.L. à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à AVIGNON, le 1er juin 2024

Le Commissaire aux comptes

**ALLIANCE EXPERT AUDIT**, représenté par

Christophe TICHADOU





# BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	29 221	24 940	4 281	7 030
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	183 645	18 408	165 237	71 420
Constructions	4 432 503	3 199 105	1 233 398	854 030
Installations techniques, matériel et outillage	114 475	105 426	9 049	17 955
Autres immobilisations corporelles	1 418 934	1 012 100	406 834	327 552
Immobilisations corporelles en cours				15 511
Avances et acomptes	2 400		2 400	
<b>BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées	29 646		29 646	9 562
Autres immobilisations financières	9 545		9 545	7 785
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>6 220 369</u></b>	<b><u>4 359 978</u></b>	<b><u>1 860 391</u></b>	<b><u>1 310 845</u></b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	163 189		163 189	122 035
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	97 979		97 979	67 922
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	63 140		63 140	53 052
Disponibilités	5 414 091		5 414 091	5 247 995
Charges constatées d'avance	32 380		32 380	96 700
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>5 770 779</u></b>		<b><u>5 770 779</u></b>	<b><u>5 587 704</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<b><u>TOTAL III</u></b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>11 991 148</b>	<b>4 359 978</b>	<b>7 631 170</b>	<b>6 898 549</b>

# BILAN PASSIF

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	25 382	25 382
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	2 500 758	2 454 579
Autres réserves		
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	1 320 327	1 080 545
Report à nouveau propre	159 035	165 088
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>763 016</b>	<b>279 908</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>4 768 518</b>	<b>4 005 501</b>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées	922 723	840 503
<b>TOTAL I</b>	<b>5 691 241</b>	<b>4 846 005</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	370 849	466 987
<b>TOTAL III</b>	<b>370 849</b>	<b>466 987</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	347 474	333 016
Emprunts et dettes financières diverses	581	581
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 201	174 578
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 122 864	1 047 298
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 960	30 084
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 569 080</b>	<b>1 585 556</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 631 170</b>	<b>6 898 549</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	480	135	345
Ventes de Biens et services	13 642	13 292	351
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	11 113 238	8 483 144	2 630 094
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	104 698	169 662	-64 965
Transfert de charges			
Utilisation des fonds dédiés		2 400	-2 400
Autres produits	23 673	12 610	11 063
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>11 255 731</b>	<b>8 681 243</b>	<b>2 574 488</b>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	2 740 195	1 274 014	1 466 181
Aides financières			
Impôts et taxes	619 045	563 484	55 561
Salaires et Traitements	4 849 065	4 397 403	451 662
Charges sociales	2 042 300	1 846 927	195 373
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	220 438	248 000	-27 563
Dotations aux provisions	8 559	63 011	-54 451
Report en fonds dédiés			
Autres charges	7 468	4 480	2 988
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>10 487 070</b>	<b>8 397 319</b>	<b>2 089 751</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>768 661</b>	<b>283 924</b>	<b>484 737</b>
Produits financiers	39 656	549	39 107
Charges financières	6 522	7 506	-984
<b>Résultat financier</b>	<b>33 134</b>	<b>-6 957</b>	<b>40 091</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>801 795</b>	<b>276 967</b>	<b>524 828</b>
Produits exceptionnels	47 564	6 843	40 721
Charges exceptionnelles	82 220	3 746	78 474
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-34 656</b>	<b>3 097</b>	<b>-37 753</b>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	4 123	156	3 967
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>763 016</b>	<b>279 908</b>	<b>483 108</b>
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

## **SOMMAIRE DE L'ANNEXE**

- **Règles et méthodes comptables**
- **Analyse des résultats**
- **Résultats administratifs**
- **Analyse des reports à nouveau**
- **Tableau des immobilisations**
- **Tableau des amortissements**
- **Tableau des fonds propres**
- **Tableau des réserves et provisions**
- **Valeurs mobilières de placement**
- **Etat des créances et dettes**
- **Produits à recevoir**
- **Charges à payer**
- **Charges et produits constatés d'avance**
- **Charges et produits exceptionnels**
- **Concours publics et subventions**
- **Honoraires de commissariat aux comptes**

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

#### Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

L'Association dite C.P.E.A.G.L., fondée le 10 juillet 1936, a pour but de protéger des mineur-e-s et de jeunes majeur-e-s en danger ou qui peuvent être confronté-e-s à des difficultés sociales et psychologiques.

Son action peut être éducative, sociale, médicale ou paramédicale. Elle s'inscrit dans des dispositifs de protection de l'enfance et se concrétise au sein des structures de l'association dans l'exercice des mesures de prévention et de protection administratives, d'assistance éducative, d'actions thérapeutiques et pédagogiques.

L'association peut répondre directement ou en participation, notamment avec d'autres associations, à toute question sociale ou médico-sociale par des projets innovants ayant un lien même indirect avec l'enfance et l'adolescence.

Son action s'exerce en dehors de toute préoccupation d'origine politique, philosophique ou confessionnelle, dans le respect de la laïcité.

Sa durée est illimitée.

#### Description des moyens mis en œuvre

Association loi 1901, le Comité de Protection de l'Enfance et de l'Adolescence Gard-Lozère œuvre pour toute action orientée vers l'intérêt de l'enfant, qu'elle soit éducative, pédagogique, médicale ou sociale. Elle regroupe des membres bénévoles sans préoccupation d'ordre philosophique, politique ou religieux.

Elle est habilitée à gérer des établissements agréés ou conventionnés par l'Etat ou les collectivités locales. Elle élabore des projets à destination des bénéficiaires, et dispose d'un personnel qualifié qui participe à leur mise en œuvre. C'est une association qui s'inscrit pleinement dans l'économie sociale et solidaire dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Elle vise des modes de gestion démocratiques et participatifs, un encadrement strict de l'utilisation des résultats où le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis dans les actions associatives au bénéfice des enfants et des adolescents.

Le C.P.E.A.G.L. fort de ses 88 ans d'expérience dans le domaine de la Protection de l'Enfance et de l'Adolescence, gère 5 établissements établis sur 11 sites dans le Gard et en Lozère, accompagne près de 1 300 enfants et emploie 167 salariés (154,66 ETP).

Son action s'inscrit dans les dispositifs de protection de l'enfance et du secteur médico-social. Elle se concrétise au sein des établissements et services du CPEAGL par :

- L'exercice de mesures de prévention, de protection administrative et judiciaire en milieu ouvert, d'investigation éducative, en faveur de mineurs en situation de danger
- L'accueil d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance au sein d'une Maison d'enfants à caractère social
- Des actions thérapeutiques, éducatives et pédagogiques menées par le dispositif ITEP en faveur de jeunes présentant des difficultés psychologiques dont l'expression perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- Du revenu de ses biens,
- Des cotisations des membres assujettis à cette cotisation,
- Des subventions de l'Etat, des Régions, des Départements, des Communes, des Etablissements Publics et plus généralement de toute collectivité locale ou structure nationale ou européenne,
- Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé en cours d'exercice,
- Des ressources créées à titre exceptionnel telles que quêtes, tombolas, loteries, etc... s'il y a lieu, avec autorisation des autorités compétentes,
- Des aides des Entreprises,
- De toute autre ressource autorisée par la Loi,
- Des produits financiers de ses placements.

### 2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

Ouverture de la M.E.C.S. COLIBRIS au 01/04/2023. Appel à projet retenu en mai 2022 (30 places internat & 10 places assistants familiaux).

Collaboration avec 3 associations d'AUSIRIS : SAMUEL VINCENT - COSTE - PAUL RABAUT.



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

### Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	4 à 5 ans
- Agencements et aménagements des terrains	20 ans
- Constructions (composants)	7 à 70 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 à 20 ans
- Matériel et outillage	1 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 12 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

### Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 14 Décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### **Gestion contrôlée : Présentation**

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

### Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés au passif du bilan dans le compte 15300000000 Provisions pour pensions. Ils sont valorisés selon la méthode suivante : totalité des indemnité y compris les charges sociales à verser dans les 5 prochains exercices.

Certaines Autorités de tarification affectent également les résultats au compte 1150364000 Excédents affectés aux mesures d'exploitation retraite.



## ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	2 377,91			
I.T.E.P. LE GREZAN				104 107,27
S.E.S.S.A.D. LE GREZAN			140 545,04	
A.E.M.O. 30			142 208,91	
A.E.M.O. 48				20 979,85
S.I.E.				1 971,44
COLIBRIS			604 943,13	
<b>TOTAUX</b>	<b>2 377,91</b>		<b>887 697,08</b>	<b>127 058,56</b>

# **RESULTATS ADMINISTRATIFS**

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR + RCA	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
I.T.E.P. LE GREZAN	-104 107,27	33 101,21	6 085,38	-64 920,68
S.E.S.S.A.D. LE GREZAN	140 545,04		-761,08	139 783,96
A.E.M.O. 30	142 208,91	191 851,05	22 142,92	356 202,88
A.E.M.O. 48	-20 979,85	50 043,00	2 118,21	31 181,36
S.I.E.	-1 971,44	45 408,62	14 223,37	57 660,55
COLIBRIS	604 943,13		17 537,17	622 480,30
<b>TOTAUX</b>	<b>760 638,52</b>	<b>320 403,88</b>	<b>61 345,97</b>	<b>1 142 388,37</b>

## ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<b>R.A.N. PROPRE</b> GESTION PROPRE I.T.E.P. LE GREZAN S.D.R.	219 411,16	4 235,23		
<b>REJETS DE CHARGES</b> I.T.E.P. LE GREZAN S.I.E.		45 621,20 10 520,00		
<b>RESULTAT EN ATTENTE</b> A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E.			391 507,66 64 546,72 98 534,57	
<b>EXCEDENTS AFF. AUX MESURES D'EXPLOITATION</b> I.T.E.P. LE GREZAN A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E.			583 266,96 612 282,31 85 099,22 10 231,48	
<b>P.C.D. CONGES PAYES</b> I.T.E.P. LE GREZAN A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E.				149 276,97 279 821,71 52 507,90 43 535,22
<b>TOTAUX</b>	<b>219 411,16</b>	<b>60 376,43</b>	<b>1 845 468,92</b>	<b>525 141,80</b>

# TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	29 220,91				29 220,91
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>29 220,91</b>				<b>29 220,91</b>
Terrains	88 645,00	95 000,00			183 645,00
Constructions sur sol propre	3 374 126,26	320 712,75		15 510,90	3 710 349,91
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	535 714,76	127 165,29	34 524,00		628 356,05
Install. techniques, Matériel et outillage	129 374,35	1 449,60	16 348,70		114 475,25
Install. générales, agencements divers	93 797,03				93 797,03
Matériel de transport	635 117,42	122 190,00	119 877,16		637 430,26
Matériel de bureau et informatique	452 929,32	58 617,91	2 505,41		509 041,82
Mobilier	251 856,40	20 605,32			272 461,72
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours	15 510,90			-15 510,90	
Avances et acomptes		2 400,00			2 400,00
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>5 577 071,44</b>	<b>748 140,87</b>	<b>173 255,27</b>		<b>6 151 957,04</b>
Participations et créances rattachées	9 561,75	20 084,25			29 646,00
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immob. financières	7 785,25	1 760,00			9 545,25
<b>TOTAL IMMOB. FINANCIERES</b>	<b>17 347,00</b>	<b>21 844,25</b>			<b>39 191,25</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 623 639,35</b>	<b>769 985,12</b>	<b>173 255,27</b>		<b>6 220 369,20</b>

# TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	22 191,17	2 748,83			24 940,00
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>22 191,17</b>	<b>2 748,83</b>			<b>24 940,00</b>
Aménagement terrains	17 225,29	1 182,25			18 407,54
Constructions sur sol propre	2 615 033,25	65 262,97			2 680 296,22
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	443 072,68	17 105,57	34 524,00		425 654,25
Install. techniques, Matériel et outillage	111 419,44	10 354,02	16 347,70		105 425,76
Install. générales, agencements divers	91 501,72	1 652,80			93 154,52
Matériel de transport	395 579,40	78 697,34	119 877,16		354 399,58
Matériel de bureau et informatique	386 537,15	34 884,54	2 505,41		418 916,28
Mobilier	230 234,55	8 549,53			238 784,08
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>4 290 603,48</b>	<b>217 689,02</b>	<b>173 254,27</b>		<b>4 335 038,23</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>4 312 794,65</b>	<b>220 437,85</b>	<b>173 254,27</b>		<b>4 359 978,23</b>

# TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	25 381,57				25 381,57
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre					
Réserves gestion contrôlée	2 454 578,89	33 356,72	12 822,46		2 500 758,07
Report à nouveau gestion propre	165 087,60	1 747,13		7 800,00	159 034,73
Report à nouveau gestion contrôlée	1 080 545,42	244 804,16	7 800,00	12 822,46	1 320 327,12
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	1 747,13	-1 747,13	2 377,91		2 377,91
Gestion contrôlée	278 160,88	-278 160,88	887 697,08	127 058,56	760 638,52
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>4 005 501,49</b>		<b>910 697,45</b>	<b>147 681,02</b>	<b>4 768 517,92</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	840 503,42		82 219,91		922 723,33
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>4 846 004,91</b>		<b>992 917,36</b>	<b>147 681,02</b>	<b>5 691 241,25</b>

# TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	645 635,53	99 000,00		744 635,53
- Trésorerie	499 499,45			499 499,45
- Compensation des déficits	418 125,20	8 822,46		426 947,66
- Compensation des amortissements	891 318,71	50 000,00	111 643,28	829 675,43
Autres réserves				
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>2 454 578,89</b>	<b>157 822,46</b>	<b>111 643,28</b>	<b>2 500 758,07</b>
Couverture du B.F.R.	192 750,59			192 750,59
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	647 752,83	82 219,91		729 972,74
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>840 503,42</b>	<b>82 219,91</b>		<b>922 723,33</b>
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées ( E.S.A.T. )				
Provisions pour départ retraite	404 906,20	8 559,09	48 451,39	365 013,90
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges	62 081,13		56 246,43	5 834,70
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>466 987,33</b>	<b>8 559,09</b>	<b>104 697,82</b>	<b>370 848,60</b>
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers				
- VMP	720,12		720,12	
<b>TOTAL DEPRECIATION</b>	<b>720,12</b>		<b>720,12</b>	
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>1 308 210,87</b>	<b>90 779,00</b>	<b>105 417,94</b>	<b>1 293 571,93</b>



## VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
UNIFED EPARGNE HORIZON	53 772,16	9 368,13		63 140,29
<b>TOTAL DES VALEURS MOBILIERES</b>	<b>53 772,16</b>	<b>9 368,13</b>		<b>63 140,29</b>

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
UNIFED EPARGNE HORIZON	63 140,29	65 085,60	1 945,31	
<b>PLUS ET MOINS VALUES LATENTES</b>	<b>63 140,29</b>	<b>65 085,60</b>	<b>1 945,31</b>	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
UNIFED EPARGNE HORIZON				720,12
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE</b>				<b>720,12</b>

# **ETAT DES CREANCES ET DETTES**

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		9 545,25	6 365,30	1 605,31	1 574,64
Débiteurs et comptes rattachés		163 188,64	163 188,64		
Autres créances		97 978,73	97 978,73		
Charges constatées d'avance		32 380,44	32 380,44		
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>303 093,06</b>	<b>299 913,11</b>	<b>1 605,31</b>	<b>1 574,64</b>
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		347 473,75	82 592,46	104 961,85	159 919,44
Emprunts et dettes financières diverses (1)		581,00	581,00		
Fournisseurs et comptes rattachés		70 201,14	70 201,14		
Dettes fiscales et sociales		1 122 864,03	1 122 864,03		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		27 959,95	27 959,95		
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>1 569 079,87</b>	<b>1 304 198,58</b>	<b>104 961,85</b>	<b>159 919,44</b>
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice		47 760,00 33 442,62		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine Dont à plus de 2 ans à l'origine		347 473,75		

**PRODUITS A RECEVOIR**

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	6 815,75
4. Autres créances	7 857,82
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	30 963,63
<b>TOTAL</b>	<b>45 637,20</b>

**CHARGES A PAYER**

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	929,91
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 201,14
6. Dettes fiscales et sociales	688 785,32
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>759 916,37</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	32 380,44
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>32 380,44</b>
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements et provisions	82 219,91
<b>TOTAL</b>	<b>82 219,91</b>
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	47 564,00
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>TOTAL</b>	<b>47 564,00</b>
<b><u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u></b>	
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>	
DOT. PROVISION REGLEM. PLUS VALUE ACTIF IMMOB.	47 564,00
DOT. PROVISION REGLEMENTEE PRODUITS FINANCIERS	34 655,91
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>	
PRODUITS DE CESSIONS DES ACTIFS CEDES	47 564,00





**HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2023	12 138,00		12 138,00
<b>TOTAL</b>	<b>12 138,00</b>		<b>12 138,00</b>